



Karachi, Pakistan : Un journaliste pakistanais manifeste pour demander au gouvernement le respect de la liberté de la presse. Photo AFP / Amir Qureshi

# Le courrier

NUMÉRO 15  
FEVRIER,  
MARS,  
AVRIL 2008  
PRIX : 1,50 €

## de Reporters sans frontières

### S O M M A I R E

#### ■ AU FIL DES JOURS 2 et 3

- Reportages à hauts risques au Niger
- La censure en Chine au pilori à Carquefou
- Visite (très) guidée à Guantanamo Bay
- La « libre parole » couronnée, à Marseille

#### ■ LE PRIX 4 et 5

- Seyoum Tsehaye, « Journaliste de l'année » croupit sans jugement dans le bagne érythréen
- En Erythrée, « un démocrate au milieu des loups »
- JFO en première ligne en Irak
- Hu Jia et Zeng Jinyan : une « affaire d'Etat »
- Birmanie : la voix de la liberté

#### ■ ETUDE 6

- Les journalistes et leur public : Jean-Marie Charon dévoile le « grand malentendu »

#### ■ Bilan 7

- 86 journalistes sont tombés en 2007
- Un crime odieux aux Etats-Unis

#### ■ ENQUETE 8

- Farce électorale en Ouzbékistan

**SOUTENEZ  
REPORTERS SANS FRONTIERES**  
Achetez et faites acheter  
l'album de Sabine WEISS

« Un journaliste digne de ce nom ne donne pas ses sources. Chacun doit le comprendre, chacun doit l'accepter ». C'est là une évidence, une obligation morale contraignante, constamment rappelée par Reporters sans frontières comme par les organisations professionnelles unanimes, au premier rang desquelles les syndicats. Ce qui est nouveau, c'est que cette exigence soit affirmée publiquement par le président de la République. Lors de la conférence de presse donnée à l'Élysée, le 8 janvier, le chef de l'État a annoncé qu'un texte législatif serait élaboré et adopté pour garantir le secret professionnel des journalistes. Répondant à Mireille Lemaesquier, la présidente de l'association de la presse présidentielle, il a précisé que seraient étendues au domicile des journalistes les garanties prévues pour les locaux des entreprises de presse.

Nous ne pouvons que nous en réjouir. Si la France figure seulement au 31<sup>e</sup> rang dans le classement mondial de la liberté de la presse, derrière, entre autres, le Ghana ou le Costa Rica, c'est notamment en raison des pressions inadmissibles mises en œuvre, régulièrement, par la police et la justice pour contraindre les journalistes à dévoiler leurs sources : écoutes téléphoniques, perquisitions, gardes à vue assorties de menaces, mises en examen,...

Il existe bien dans le droit français une disposition censée protéger les journalistes. La loi Vauzelle du 4 janvier 1993 a introduit dans l'article 109 du code de procédure pénale un alinéa 2 qui dispose que : « tout journaliste, entendu comme témoin sur des informations recueillies dans l'exercice de son activité, est libre de ne pas en révéler l'origine ». Les moyens de contourner cette disposition ne manquent pas. Récemment, le parquet de Quimper a obligé l'opérateur de télécoms Orange à fournir à la police l'identité des sources avec lesquelles un journaliste du

Télégramme de Brest, Hervé Charbonnière, avait été en contact téléphonique pour traiter un fait divers. Bien plus grave encore est, le 4 décembre 2007, l'interpellation de Guillaume Dasquié, cofondateur du site *geopolitique.com*, maintenu en garde à vue deux jours durant au siège de la DST, après 5 heures de perquisition dans son appartement. Les enquêteurs veulent savoir quelles sources lui ont permis d'accéder à des documents qu'il a reproduits dans un article du *Monde* du 17 avril 2007 et sur son site. Comme il résiste, il est menacé d'être mis en détention provisoire. Il ne cède toujours pas. Il est finalement présenté à un magistrat qui lui signifie sa mise en examen pour « détention et divulgation au public de renseignements ayant le caractère d'un

secret de la défense nationale » et son placement sous contrôle judiciaire.

Les pratiques policières et judiciaires françaises à l'égard des journalistes ont déjà fait l'objet de condamnations de la Cour européenne des droits de l'homme. En janvier 2006, le ministre de la justice, Pascal Clément, avait annoncé sa ferme décision de modifier la loi de 1881 pour que soit réellement et efficacement protégé le secret des sources.

cement protégé le secret des sources.

Cette proclamation est restée lettre morte. Espérons qu'il n'en sera pas de même cette fois-ci et que des dispositions sans ambiguïté interdiront toute intrusion des magistrats non seulement dans les rédactions et au domicile privé des journalistes mais aussi dans leurs ordinateurs, leurs téléphones portables et tous leurs outils de travail. C'est à cette condition que les journalistes pourront réellement remplir le rôle que leur assigne la Cour européenne des droits de l'homme de « Chiens de garde de la démocratie ».

Daniel Junqua

### É D I T O

Un  
journaliste  
digne  
de ce nom

■ **VICTIME** – C'est au Népal qu'est tombé, samedi 12 janvier, le premier journaliste assassiné en 2008. Pushkar Bahadur Shrestha, 57 ans, rédacteur en chef des hebdomadaires locaux *Highway Weekly* et *New Season*, a été abattu d'une balle dans le dos à Birgunj, dans le sud du pays, à la frontière avec l'Inde. Le crime a été revendiqué par une milice qui prétend défendre les populations du Sud et qui voyait dans la victime un « Pahadi », un homme originaire des montagnes. Le journaliste était marié et père de quatre enfants.

■ **ENQUÊTE** – Le juge Patrick Ramaël, chargé de l'enquête sur la disparition, le 16 avril 2004, de Guy André Kieffer, s'est une nouvelle fois rendu à Abidjan du 2 au 12 décembre 2007, accompagné de deux gendarmes de la section de recherches de Paris. Selon le frère du disparu, Bernard Kieffer, il n'aurait pu entendre que deux des dix témoins qu'il comptait auditionner. La famille du disparu s'estime « lâchée » par les autorités françaises, ce que nie avec force Rachida Dati.

■ **DISTINCTION** – Le Prix Nonino qui récompense, depuis 33 ans, une personnalité ou une organisation innovante, a été remis par Edgar Morin, le 26 janvier 2008 à Ronchi di Percoto, dans le Nord-est de l'Italie, à Danièle Ohayon et Philippe Spinau, fondateurs et responsables de la Maison des journalistes. Les résidents, anciens et actuels, étaient représentés par Tcheita Vital, journaliste haïtienne.

■ **NOMINATION** – Olivier Basille, président de la section belge de Reporters sans frontières depuis le 30 juin 1997, est, depuis le début de l'année, le représentant officiel de l'organisation auprès de l'Union européenne, à Bruxelles. Il est également en charge du travail de recherche sur l'état de la liberté de la presse dans les Etats membres.

■ **SCÉPTICISME** – 56% seulement des quelque 11 300 personnes interrogées dans 14 pays par *GlobeScan*, dans le cadre d'une enquête réalisée pour la BBC à l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire, pensent que la liberté de la presse est importante pour garantir une société libre. 40% pensent que la stabilité sociale doit primer. Le scepticisme domine dans les pays occidentaux (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni) quant à l'honnêteté et l'exactitude des faits rapportés et de fortes inquiétudes se manifestent, au Nord comme au Sud, devant la concentration des médias.

■ **ÉDUCATION** – La 19<sup>e</sup> Semaine de la presse et des médias dans l'école se déroulera du lundi 17 au samedi 22 mars 2008. Pour plus d'informations aller sur : [www.clemi.org](http://www.clemi.org)

## Reportages à hauts risques au Niger



Paris, France : Les journalistes Florence Aubenas et Patrick Poiré d'Arvor, en compagnie de l'acteur Charles Berling manifestent le 13 janvier pour demander la libération de Thomas Dandois et Pierre Creisson. Photo AFP / Patrick Hertzog

**T**out est bien qui finit bien pour Thomas Dandois et Pierre Creisson de retour sains et saufs à Paris, le 19 janvier, après avoir été détenus un mois au Niger. A leur arrivée à Orly, ils ont tenu une brève conférence de presse pour demander la libération de leur chauffeur Al-Hassane Abdourahman, remis en liberté le 22 janvier 2008, et pour remercier tous ceux qui s'étaient mobilisés pour leur libération. Les deux reporters restent néanmoins inculpés d'atteinte à la sûreté de l'État.

Pierre et Thomas ont été relâchés par les autorités nigériennes contre le versement d'une caution de dix millions de francs CFA (15 000 euros) chacun.

Ils avaient été arrêtés le 17 décembre et écroués à Kollo, à une vingtaine de kilomètres de Niamey. Les autorités leur reprochaient d'avoir enfreint l'interdiction de se rendre dans le nord du pays pour faire un reportage destiné à ARTE sur la rébellion touarègue du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ). Un autre journaliste français, François Bergeron, avait été détenu pendant plus d'un mois au Niger à l'automne 2007 pour la même raison.

Les deux reporters avaient initialement affirmé vouloir réaliser un reportage sur l'exploitation par la société française Areva de mines d'uranium dans cette région. S'étant vu opposer un refus, ils avaient changé leur fusil d'épaule et prétexté vouloir enquêter sur la grippe aviaire au Niger, un sujet qu'ils avaient déjà traité et pour lequel ils ont reçu une autorisation.

L'activité dans le nord du pays de bandes armées composées pour partie de déserteurs de l'armée nigérienne préoccupe considérablement les autorités de Niamey. Deux journalistes nigériens, Moussa Kaka, correspondant de RFI et de Reporters sans frontières, et Ibrahim Manzo Diallo, directeur de l'hebdomadaire *Air Info* sont détenus : le premier à Niamey, le second à Agadez, pour avoir eu des contacts avec les bandes rebelles.

## La censure en Chine au pilori à Carquefou



Dessin d'Amandine Ferrari. © Ridep

Les 9<sup>e</sup> Rencontres Internationales du dessin de presse (RIDEP) se sont tenues du 18 au 20 janvier à Carquefou, près de Nantes. Elles étaient centrées sur la Chine, à l'approche des Jeux olympiques de Pékin. Une délégation de six dessinateurs de presse chinois (le terme d'illustrateurs conviendrait mieux) était présente. Vite mal à l'aise devant l'évocation de la répression exercée par les autorités chinoises à l'égard de toutes les formes de contestation et leur refus de la liberté d'expression, elle s'est rapidement faite plus que discrète.

Il est vrai que l'exposition des dessins réalisés dans le cadre d'un concours national par des écoliers, des collégiens et des lycéens, montrait sans détours que leurs auteurs avaient pleine conscience du prix que doivent payer les Chinois pour le développement économique fulgurant que connaît leur pays et qui laisse de côté des centaines de millions d'hommes et de femmes.

La table ronde, organisée par Reporters sans frontières, avec la participation d'Agnès Gaudu, chef de la rubrique Chine à *Courrier International*, Cai Chongguo, dissident réfugié en France, Pierre Haski, ancien correspondant de *Libération* à Pékin, Plantu et Daniel Junqua a fait salle comble. Elle a permis de cerner les limites de la liberté d'expression en Chine et a montré que la censure, loin de reculer avec les Jeux olympiques, s'était renforcée notamment à l'encontre des cyberdissidents plus pourchassés que jamais, comme le montre l'arrestation de Hu Jia (Lire page 5).

# Visite (très) guidée à Guantanamo Bay

**G**uantanamo Bay. Un nom qui est devenu le symbole des violations des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Une lutte qui se joue aussi sur le terrain de l'information. Accompagné de Lucie Morillon, responsable du bureau de Reporters sans frontières à Washington, Robert Ménard s'est rendu sur place début janvier 2008, pour s'informer sur les conditions d'accueil des journalistes.

« La base a vu passer plus de 3 000 journalistes depuis 2002, dont 60% de non-Américains, raconte Lucie Morillon dont on pourra lire dans le numéro de mars de *Médias* le récit complet de la visite. Un « media tour » est organisé par l'armée. Le programme est digne d'un tour operator et ne nous laisse pas une minute de répit. En l'espace de deux jours, nous visitons trois centres de détention, la prison originelle - le camp X-Ray - désormais à l'abandon, les tribunaux, l'hôpital, la bibliothèque, la frontière avec Cuba. Des interviews sont arrangées avec des gardiens, le commandant de la base navale, le capitaine en charge des revues administratives annuelles qui examinent la possibilité de transfert des prisonniers, et le contre-amiral Mark H. Buzby, commandant de l'unité « Joint Task Force ».

Chaque entrevue a un but précis : tenter de convaincre les médias que Guantanamo est une prison moderne où les détenus sont bien traités, en conformité avec la loi. Les allégations de torture sont rejetées en bloc. « *Ce n'est pas Abu Ghraib, ici* ». « *Les États-Unis sont en guerre* » nous dirait-on. Le but de Guantanamo est de retirer de dangereux adversaires du champ de bataille et de collecter des informations sur les activités des terroristes. A la fin de chaque journée, un agent du service de sécurité opérationnelle consulte les images que nous avons prises, nous faisant effacer celles qui ne respectent pas les restrictions imposées par les « règles pour les médias » que nous avions acceptées par écrit avant de venir. Par exemple, pas de photos des dispositifs de sécurité ni des visages des détenus.

Le fait de voir les premiers prisonniers est un choc. Nous ne pouvons les observer que de loin. Nos demandes d'interviews - et en particulier du cameraman d'*Al-Jazira*, Sami Al-Haj, dont Reporters sans frontières demande inlassablement la libération - sont refusées sous couvert des conventions de Genève, que les Américains invoquent quand cela les arrange. « *Nous n'exhibons pas les détenus devant les caméras* » explique l'un des responsables du service de presse. Le commandant de la « Joint Task Force » nous met en garde « *contre la propagande diffusée par les terroristes* », nous expliquant comment les détenus ont été formés pour « *manipuler médias et avocats afin de discréditer les États-Unis* ». Deux jours durant, nous baignons dans ce discours très bien rodé. Mais tant que les journalistes n'auront accès qu'à la seule réalité de Guantanamo contrôlée par l'armée, l'Amérique aura bien du mal à convaincre et à modifier l'image que l'opinion publique s'en est faite. »

Lucie Morillon



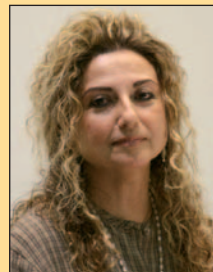
Entrée de l'un des centres de détentions de Guantanamo, le Camp VI.

## La « Libre parole » couronnée à Marseille

**A**nna Politkovskaïa devait venir à Marseille pour nous parler de la guerre en Tchétchénie et du massacre de Beslan. Hrant Dink nous avait rendu visite pour nous expliquer les raisons qui le faisaient militer pour l'entrée de la Turquie en Europe. L'une à Moscou, l'autre à Istanbul sont tombés sous les balles de tueurs et les policiers de leurs deux pays ne se pressent pas pour démasquer les coupables et les commanditaires de ces assassinats.

C'est dans ce contexte que le Club de la presse Marseille-Provence-Alpes du Sud, en partenariat avec Reporters sans frontières, a créé le « Prix de la libre parole » pour couronner des journalistes qui se battent pour la liberté et la démocratie dans leur pays.

Mayda Saris, de l'hebdomadaire turco-arménien *Agos (Le Sillon)* que dirigeait Hant Dink, a été ainsi distinguée par un jury comprenant notamment Jean Lacouture, Léonide Pliouchtch et Jacques Amalric. Le prix spécial du jury est revenu au Français Sébastien Daycard-Heid pour un reportage sur les mercenaires de Pristina à Kaboul, paru dans *L'Hebdo de Genève*. La remise des prix, le 2 décembre, avait été précédée de trois « Journées du grand reportage » avec la projection de documentaires, une conférence sur les nouvelles technologies de la communication, une exposition de photoreportages et un passionnant débat sur la liberté de la presse. Cette manifestation soutenue par le conseil général des Bouches-du-Rhône, est appelée à être renouvelée chaque année.



Mayda Saris

Jacqueline de Grandmaison

■ **VICTIME** – Le premier journaliste occidental tué en 2008 est norvégien. Il est tombé le 13 janvier à Kaboul lors d'une attaque d'un groupe de taliban contre son hôtel. La victime, Carsten Thomassen, du quotidien *Dagbladet*, était âgé de 38 ans. Il couvrait le voyage en Afghanistan du ministre norvégien des Affaires étrangères.

■ **URGENCE** – Pascale Fumeau-Demay, directrice du centre de santé *Audiens*, a annoncé lors de la cérémonie de remise des prix Reporters sans frontières-Fondation de France, le 5 décembre, que la mutuelle mettait à la disposition de Reporters sans frontières des trousseaux de secours de première urgence pour les journalistes indépendants.

■ **INTERNET** – Pour dénoncer ces pays qui contrôlent ce qui devrait être un espace de liberté, Reporters sans frontières organise, le 12 mars 2008, sa deuxième cybermanif « 24h contre la censure sur Internet », et elle remet à jour sa liste des « ennemis d'Internet ».

■ **RÉUNION** – Le conseil international de Reporters sans frontières se réunira le 4 avril au CAPE, à la Maison de la Radio à Paris. Il fera le point sur la préparation de la Journée internationale de la presse du 3 mai et sur les moyens de sensibiliser l'opinion mondiale sur la situation des libertés en Chine avant les Jeux olympiques de Pékin.

■ **MOUVEMENT** – Cédric Gervet a quitté, début janvier, Reporters sans frontières pour *Artisans du monde*. C'est désormais Christine Leduc, chargée de communication/publicité qui assiste Daniel Junqua pour la réalisation du *Courrier de Reporters sans frontières*.

■ **PARTENARIAT** – Une convention de coopération a été signée début février entre Reporters sans frontières et l'association de promotion de la presse lycéenne Jets d'encre. Reporters sans frontières remettra notamment un prix de la liberté d'expression dans le cadre du festival *Expresso* au cours duquel s'affrontent une cinquantaine de rédactions lycéennes.

■ **OUTIL** – Une nouvelle exposition consacrée à Reporters sans frontières et retraçant son travail au quotidien sera disponible à partir d'avril prochain.

■ **ALBUM** – Reporters sans frontières publie trois albums de photographies par an. En septembre prochain, l'association publiera un album de photos regroupant une sélection des archives photographiques de l'Institut national de l'audiovisuel. Il sera en vente 9,90 euros au profit des journalistes emprisonnés.



Saba Gebremeskel reçoit le prix qui récompense son mari, le journaliste érythréen S. Tsehaye.

## Seyoum Tsehaye, « Journaliste de l'année »

**E**n décembre 2006, le jury international du Prix Reporters sans frontières-Fondation de France avait couronné « Journaliste de l'année » une personnalité célèbre, le Birman U Win Tin. Ecrivain, journaliste, militant des droits de l'homme, condamné en 1989 à vingt ans de prison pour « subversion » et « propagande antigouvernementale ». Le « Sage », c'est son surnom, défie toujours, à l'âge de 78 ans, la junte au pouvoir dans son pays

du fond de sa cellule de la prison d'Insein près de Rangoon.

Le choix s'est porté en 2007 sur un personnage aussi emblématique, mais qui ne jouit pas de la même reconnaissance : Seyoum Tsehaye, photographe et cinéaste, est citoyen d'un pays, l'Erythrée, qui ne fait plus depuis longtemps la « une » des journaux. Il a été arrêté le 21 septembre 2001 lors des grandes rafles qui ont

conduit en prison les réformistes du parti unique, les journalistes les plus connus et, de façon générale, tous les contestataires du régime dictatorial d'Issaias Afeworki. Selon un témoignage recueilli par Reporters sans frontières en janvier 2008, Seyoum Tsehaye est détenu à Eiraeiro, dans la cellule 10, bloc A01. Il n'a jamais été inculpé et donc jamais jugé. Il n'a jamais eu droit à une visite ou à un avocat. Ce que l'on sait, c'est que les conditions de détention sont épouvantables. Sur les 15 journalistes portés disparus dans les geôles érythréennes, 3 sont présumés morts.

Les gorges étaient nouées dans la Salle Electra, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où se déroule traditionnellement la remise du prix, en cette fin de matinée du 5 décembre, lorsque l'épouse du journaliste, Mme Saba Gebremeskel, hiératique dans une longue robe rouge, s'est avancée pour recevoir le prix. « Je suis très heureuse, mais très triste, a-t-elle dit. Il faut que vous sachiez que le fait de m'exposer ainsi devant les médias place mes enfants, restés en Erythrée, en danger. J'appelle la communauté internationale à les protéger. »

Robert Ménard a recommandé de ne pas photographier ou filmer l'interprète qui n'a accepté de venir qu'à cette condition, deux autres personnes ayant, elles,

## En Erythrée, « un démocrate au milieu des loups »



Seyoum Tsehaye

« C'était un démocrate au milieu des loups ». Ainsi le décrit l'un de ses amis. Seyoum Tsehaye est aussi un homme courageux, un patriote qui n'a pas hésité à mettre sa vie en jeu au nom de ses idées. Après des études au lycée français d'Addis-Abéba, il rejoint le maquis et commence sa carrière de journaliste dans les rangs de la guérilla indépendantiste du FPLE, le Front populaire de libération d'Erythrée.

Photographe et cinéaste, ce guérillero se bat, la caméra au poing, pour populariser la lutte du « petit peuple » d'Erythrée pour se libérer de l'occupation de la puissante Ethiopie dirigée par Mengistu Haïlé Mariam, l'un des pires dictateurs que l'Afrique ait connu. Après l'indépendance acquise en 1993, il se voit confier la direction de la télévision nationale puis de la radio. Son franc-parler, son caractère intransigeant, particulièrement lorsqu'il s'agit de démocratie et de liberté d'expression, lui valent le surnom de « Robespierre ».

Nul ne sera surpris donc lorsqu'il prend ses distances avec le gouvernement dirigé par l'un de ses anciens compagnons d'armes, Issaias Afeworki. Cet ultranationaliste dirige le pays d'une main de fer. Toute velléité de contestation est taxée de « trahison ». Seyoum ne va pas tarder à démissionner de ses fonctions dans des médias d'État dont il refuse l'asservissement. Il retourne à sa première passion, la photographie et il exerce son

talent dans la presse privée, une presse qui porte haut et fort les exigences démocratiques après la deuxième guerre avec l'Ethiopie de 1998 à 2000. Il publie plusieurs essais.

Son passé de patriote ne le met pas à l'abri.

Le 21 septembre 2001, il fait partie des tout premiers contestataires arrêtés au premier jour des grandes rafles qui vont conduire en prison tous ceux qui ont manifesté leur opposition à la dérive dictatoriale du régime. Pas de procès, pas de jugement. Il disparaît purement et simplement dans le « goulag » érythréen avec une quinzaine de ses confrères. La presse privée est supprimée, les médias publics placés sous haute surveillance. Malgré cela plusieurs des signatures les plus prestigieuses ont réussi à faire défection, à fuir. La répression s'est encore accrue sur ceux qui restaient, suspectés de demeurer en contact avec les fuyitifs ou de chercher eux-mêmes à fuir.

Saba, son épouse, a pu quitter l'Erythrée et a demandé l'asile politique à la France. Elle est hébergée à la Maison des journalistes. Ses enfants sont restés au pays, source d'une permanente angoisse.

## JFO en première ligne en Irak



L'organisation « Journalistic Freedom Observatory » (JFO) en Irak, créée en 2004, est devenue en quelques années l'une des sources les plus fiables pour recenser les atteintes à la liberté de la presse dans le pays.

Fort d'un réseau de 40 collaborateurs, tous bénévoles, elle couvre l'ensemble du territoire. Malgré les dangers auxquels ils sont confrontés quotidiennement, les membres de l'Observatoire se mobilisent pour dénoncer la menace armée des groupes extrémistes mais également l'inaction des autorités irakiennes devant le bilan accablant du nombre de journalistes assassinés et enlevés dans le pays.

Au lendemain de la chute du régime de Saddam Hussein en mars 2003, plus d'une centaine de publications et des dizaines de chaînes de télévision ont vu le jour et les journalistes ont recouvré une liberté de parole longtemps confisquée. S'ils n'ont plus peur de la prison, ils craignent en revanche pour leur vie. Plus de 200 professionnels des médias ont été tués depuis le début de l'intervention américaine et l'on n'a plus aucune nouvelle d'une quinzaine d'entre eux, victimes d'enlèvements.

# croupit sans jugement dans le baignoire érythréen »

purement et simplement refusé : « *Trop dangereux !* ». La réalité de la répression et son corollaire, la peur, faisaient brusquement irruption dans cette cérémonie au tempo bien réglé.

L'émotion n'est pas retombée bien longtemps. Elle a été palpable avec l'annonce de la remise d'un prix spécial pour la Chine. Robert Ménard a rappelé en préambule les promesses faites par le gouvernement de Pékin au moment de l'obtention des Jeux olympiques, il y a sept ans. « *Non seulement rien n'a changé, a-t-il dit, mais les autorités redoublent d'efforts pour faire taire les voix dissidentes.* » Et il a donné la parole... aux lauréats, deux blogueurs, Hu Jia et son épouse Zeng Jinyan, militants des droits de l'homme et de la défense de l'environnement, alors assignés à résidence, depuis deux cents jours, dans leur appartement de Pékin. Grâce à Internet et à leur webcam, ils sont apparus sur un grand écran devant les quelque 150 journalistes présents dans la salle et ont répondu, en direct et sans langue de bois (lire ci-dessous) à leurs questions.

Le courage à l'état brut. Les longs applaudissements de l'assistance, debout, ont été entendus à Pékin... Ô combien ils étaient mérités ! Le 27 décembre, la police a

fait irruption dans l'appartement des lauréats et a emmené Hu Jia tandis que son avocat était placé en résidence surveillée.

Moins spectaculaires, mais tout aussi significatifs et justifiés ont été les prix décernés aux autres lauréats :

- la radio et télévision *Democratic Voice of Burma*, dans la catégorie « Médias », basée en Norvège et qui a témoigné par l'image et le son sur la répression en Birmanie des manifestations de septembre 2007. Le prix a été remis à son directeur Aye Chan Naing ;
- l'Observatoire de la liberté de la presse, organisation irakienne, lauréat dans la catégorie « Défenseurs de la liberté de la presse ». Le prix a été remis à son président, Ziad Al-Ajlili ;
- l'Égyptien Kareem Amer, enfin, dans la catégorie « Cyberdissidents ». Kareem, qui a 23 ans et dont nous avons dressé le portrait dans le précédent numéro du *Courrier*, purge une peine de quatre années de prison. Son prix a été remis à son avocate, Rawda Ahmed, directrice de l'*Arabic Network for Human Rights Information*.

## Hu Jia et Zeng Jinyan : une « affaire d'État »

L'écran s'allume. Un silence total s'installe dans la salle Electra tandis qu'apparaît le visage de Hu Jia qui se tient devant sa webcam à dix mille kilomètres de là. La liaison est bonne. Il paraît très calme, arbore un sourire timide. La première question va de soi.

### Quelle est votre situation ?

- « Mon épouse et moi-même, nous sommes enfermés depuis 200 jours dans notre appartement avec notre bébé. Nous sommes surveillés 24 heures sur 24 par une dizaine d'officiers de police. Cette surveillance va durer jusqu'aux Jeux olympiques.

### Les J.O. vont-ils permettre une évolution positive en matière de liberté d'expression ?

- Le PCC et le gouvernement estiment que les Jeux leur appartiennent. C'est une occasion de montrer leur pouvoir et la puissance de la Chine. L'union nationale autour des dirigeants pour le succès des Jeux doit être totale. Les Jeux constituent un prétexte, une raison de contrôler tout acte de dissidence et toute action en faveur des droits de l'homme. Une section spéciale de la police a été mise sur pied dans le cadre de l'organisation des Jeux pour contrôler les journalistes étrangers et chinois qui les couvriront.

### Que peut-on faire pour aider les démocrates chinois ?

- Il faut tout faire pour que 2008 soit l'année des droits de l'homme en Chine avant d'être celle des Jeux olympiques. Les gouvernements étrangers et les ONG doivent agir, en collaboration avec les ONG chinoises, pour établir et défendre la démocratie en Chine. Tous ceux qui sont détenus pour s'être exprimés librement doivent être libérés. Cette année 2008 va constituer une occasion rare. Plusieurs milliers de journalistes étrangers vont se rendre en Chine. Il faut qu'ils rencontrent les Chinois et qu'ils leur donnent la possibilité de s'exprimer. »

L'entretien s'arrête là. L'assistance applaudit longuement Hu Jia, rejoint sur l'écran par son épouse Zeng Jinyan. Il entend et salue pour remercier. Ces minutes de bonheur, il va les payer cher. Trois semaines plus tard, une trentaine de policiers envahissent son logement. Il est emmené. Il est accusé « d'incitation à la subversion de l'État ». L'ordinateur est confisqué, les lignes de téléphone coupées. Son épouse reste seule avec Qianci, leur bébé. La police reviendra quelques jours plus tard pour tirer les rideaux afin qu'elle ne puisse être vue à sa fenêtre. Les avocats de Hu Jia ne sont pas autorisés à voir leur client ni à rendre visite à son épouse, l'affaire relevant, leur dit-on, « du secret d'État ». Les journalistes qui ont tenté de la rencontrer en ont été empêchés. Le 6 janvier, 57 avocats, militants et écrivains chinois ont publié une lettre ouverte demandant la libération immédiate de Hu Jia, et appelant la police à veiller à son état de santé lors de sa détention. Hu Jia est gravement malade du foie.



Hu Jia et Zeng Jinyan

## Birmanie : la voix de la liberté

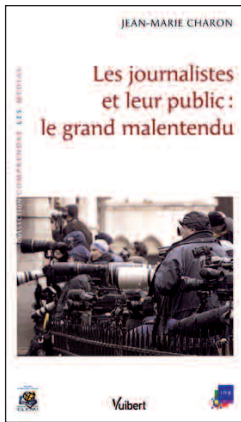


C'est une épine dans la chair des généraux birmanis. Fondée par un groupe d'étudiants démocrates rescapés des massacres de 1988 et exilés, la radio *Democratic Voice of Burma*, basée en Norvège, émet trois heures par jour en birman et dans sept langues de minorités ethniques.

Après des débuts très militants, elle s'est professionnalisée et représente l'une des rares sources d'information indépendante et fiable sur la Birmanie. Ses informateurs en Birmanie sont pourchassés par les services secrets du régime de la junte et ses correspondants en Thaïlande harcelés par la police du pays. Grâce à ses collaborateurs clandestins, elle a pu informer le monde sur la répression des manifestations déclenchées par les bonzes en septembre 2007 mettant ainsi en échec la censure drastique instaurée par les militaires sur les communications téléphoniques et sur Internet. Malgré les risques, nombreux sont les Birmans qui font l'acquisition de paraboles pour pouvoir recevoir les émissions de DVB TV.

# Les journalistes et leur public :

## Jean-Marie Charon dévoile le « grand malentendu »



**P**érilleux exercice que cet article. Comment rendre compte en une page de l'ouvrage de 245 pages (\*) que Jean-Marie Charon vient de consacrer à la critique récurrente de la presse par son public sans encourir l'un des reproches fait à la profession :

la simplification d'une pensée qui peut la rendre partielle ou imprécise quand elle ne la dénature pas !

Les critiques faites à la profession sont nombreuses et ne datent pas d'hier. Les journalistes le savent bien qui se prennent des volées de bois vert dès qu'ils dévoilent leur profession à qui ne fait pas partie du « cercle ». La violence des réactions donne même à penser que s'y mêlent de l'affectif et de la déception de la part d'un public protéiforme mais constant lorsqu'il s'agit de dénoncer les dérives du métier.

L'intérêt du livre de Jean-Marie Charon réside dans la globalité de son travail, un travail d'entomologiste, mais il est vrai que les journalistes sont de drôles d'insectes ! Sociologue des médias, chercheur au CNRS, Charon nous livre la conclusion d'une étude menée auprès de l'ensemble des médias sur une période de deux décennies et qui aboutit à établir un état des lieux du « grand malentendu » entre ceux qui « produisent » l'information et ceux qui la consomment.

### Confiance ou Défiance ?

Le point de départ de la démarche ? Le baromètre sur la confiance du public mis au point en 1987 par le magazine *Médiaspouvoirs*, en partenariat avec la Sofres. Confiance ? C'est plutôt de défiance qu'il

**Jean-Marie Charon**, sociologue des médias, chercheur au CNRS enseigne à l'EHESS et à Sciences-Po Rennes. Il a été chargé de plusieurs rapports sur la déontologie des journalistes pour le CSA et le ministère de la culture et de la communication. Il a rédigé de nombreux ouvrages sur la presse. Il est membre du Conseil d'administration de Reporters sans frontières.

faut parler. Car avant même le scandale de la première grande manipulation médiatique de l'histoire contemporaine - le faux charnier de Timisoara en Roumanie fin 89 - le constat était déjà consternant pour les journalistes : « *un Français sur deux ne croit pas que les choses se sont passées comme les grands médias les ont présentées* ».

L'ouvrage ajoute d'autres griefs - comme la priorité accordée aux faits divers, les images de violences ou les photos racoleuses, le non-respect de la présomption d'innocence, la connivence avec les sources, la « pipolisation » de l'information politique, la recherche du scoop à tout prix, la désinvolture à l'égard des conséquences de leurs articles et le pire de tout : leur refus de se remettre en question, eux qui « *revendiquent pour eux-mêmes la plus totale liberté de critiquer toute personne, institution ou acteur de la vie publique... au nom de la liberté de l'information et du bon fonctionnement de la démocratie* ».

### Responsables et coupables ?

Ancien formateur en école de journalisme, Jean-Marie Charon ne montre pas d'empathie pour la profession, mais ne la diabolise pas non plus.

Il cherche à comprendre les raisons des manquements que pointe du doigt la société civile. Le malentendu dont il est ici question oppose un public plus instruit et tout naturellement de plus en plus exigeant sur la qualité et la fiabilité de l'information à des journalistes qui ne sont que journalistes, c'est-à-dire qui font un travail de passeur de l'information et non de distributeur de « connaissances ».

Les journalistes sont bien conscients des limites de l'exercice de la profession et refusent d'être les « boucs émissaires ». Théoriquement indépendants de par leur statut, ils sont, en fait, des salariés dépendant d'une hiérarchie et d'une direction. Leurs conditions de travail ont totalement changé en un demi-siècle. L'auteur démontre comment les technologies nouvelles ont permis de conforter des logiques économiques et sociales, « *en contribuant à l'allègement des coûts, à l'adaptabilité et la flexibilité des organisations comme des formes éditoriales tout en permettant une explosion de l'offre* ».

Son analyse prend aussi en compte une responsabilité collective souvent mal assumée par les entreprises de presse. Mais, s'agissant d'une profession à haut niveau de responsabilité sociale, « *nulle défaillance du collectif ne peut exonérer le niveau de la pratique et de l'éthique personnelle* »,

estime Jean-Marie Charon avant de plaider pour une « *conception morale de la responsabilité* ».

Les initiatives prises pour tenter de re-créabiliser les médias ne sont pas toutes à jeter. Mais Jean-Marie Charon ne croit pas aux réponses instrumentalisées. L'existence, outre-Manche, d'un Conseil de presse n'a pas empêché les dérives des tabloïds. Les chartes d'entreprises ont le mérite de susciter des débats au sein des rédactions, mais, dans nombre de cas, elles ne sont pas appliquées. Reste les médiateurs, encore peu nombreux et qui ont toujours beaucoup de difficultés à s'imposer auprès des journalistes et du public.

### Un débat public permanent

Pour dissiper le « grand malentendu », l'auteur veut mettre face à face producteurs et consommateurs d'informations. Il souhaite un « *débat public permanent* » où chacun pourra prendre la mesure des attentes de l'autre. Un débat ouvert autour de la production d'information. Et pour que le débat soit de qualité, il faut former le public à une nouvelle discipline : l'éducation aux médias. Une discipline à part entière où l'on apprendra à la fois le fonctionnement des entreprises de presse et l'analyse du contenu de l'information. Les enfants bénéficient d'un apprentissage de cette matière lors de la Semaine de la presse à l'école organisée par le Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information (CLEMI). Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

A l'origine du lancement des « Entretiens de l'information » - lieu où l'on discute depuis 2001 du traitement médiatique de sujets d'actualité comme la campagne électorale présidentielle de 2002, l'affaire Outreau ou la crise des banlieues à l'automne 2005 - Jean-Marie Charon veut élargir sa démarche. L'urgence, explique-t-il, est de multiplier les instances de débat y compris en favorisant les espaces critiques comme Acrimed ou l'Observatoire français des médias. D'autres structures se mettent en place - et l'on ne peut que s'en féliciter - comme les Assises internationales du Journalisme, dont Reporters sans frontières était partenaire, dès sa première édition, en 2006, à Lille.

En somme, nulle démarche contraignante mais un appel aux journalistes et aux responsables des médias pour un ressourcement permanent de leur responsabilité.

Jacqueline PAPET

# 86 journalistes ont été tués en 2007

Le nombre des journalistes qui ont trouvé la mort dans le monde en 2007 dans l'exercice ou en raison de l'exercice de leur profession s'élève à 86, auxquels il convient d'ajouter 20 collaborateurs, chauffeurs, guides ou interprètes. Les chiffres ne sont pas très éloignés de ceux enregistrés l'année précédente, du moins en ce qui concerne les journalistes (85 victimes recensées), les « fixeurs » ayant payé en 2006 un plus lourd tribut avec 32 tués.

Reporters sans frontières avait comptabilisé 25 morts en 2002, dans onze pays. Si le chiffre des victimes a largement plus que triplé en cinq ans, c'est à la suite des interventions armées américaines en Afghanistan et en Irak, elles-mêmes découlant des attentats du 11 septembre 2001 à New-York. 47 journalistes ont été tués en 2007 en Irak, tous de nationalité irakienne, à l'exception d'un reporter russe. La plupart ont été délibérément pris pour cibles en raison de leur appartenance confessionnelle, sunnite ou chiite ou encore à cause de la nature de leur collaboration, soit avec des médias progouvernementaux soit avec des organes de presse étrangers ou financés par des fonds étrangers.

Aucun conflit, aucune guerre civile n'avait entraîné un tel massacre de journalistes, que ce soit au Viêt-nam, en Yougoslavie, en Algérie ou au Rwanda. Plus de 200 professionnels des médias sont tombés en Irak depuis le début de l'intervention américaine, en mars 2003. L'ensemble des violences interconfessionnelles et des affrontements avec les militants islamistes, qu'ils se déroulent avec des forces d'intervention extérieures comme en Irak, en Afghanistan ou en Somalie ou qu'ils revêtent un caractère de guerre civile religieuse ou tribale dans ces mêmes pays ou encore au Pakistan ou en Palestine ont entraîné au total la mort de 64 journalistes. Aux 47 victimes dénombrées en Irak, il faut ajouter celles tombées en Somalie (8), au Pakistan (6), en Afghanistan (2) et en Palestine (1).

Comme en Irak, les victimes sont des nationaux. La situation est particulièrement grave en Somalie où les insurgés islamistes harcèlent les troupes du gouvernement de transition et de son allié éthiopien. 4 sur les 8 journalistes, tous somaliens, tués en 2007 ont été victimes d'assassinats ciblés perpétrés par des tueurs à gages. Trois d'entre eux étaient des personnalités importantes du monde des médias. Depuis ces meurtres, la plupart des responsables des médias indépendants ont fui le pays où règne le chaos.

## 2007 en chiffres

**86 journalistes tués**

**20 collaborateurs tués**

**67 journalistes enlevés**

**Au moins 887 interpellations**

**Au moins 1511 agressions et menaces**

**Au moins 528 médias censurés**



Islamabad, Pakistan : Des journalistes pakistanais manifestent contre le président Pervez Musharraf le 20 novembre 2007 pour demander le respect de la liberté de la presse. Photo AFP / Farook Naem

## Mobilisation au Pakistan

Ce qui est étonnant et admirable, c'est que dans ces pays submergés par la violence, des hommes et des femmes continuent à se battre pour collecter et diffuser les informations. Les professionnels pakistanais des médias se sont même mobilisés, le 20 novembre 2007 et sont descendus dans la rue, à Karachi et dans plusieurs autres villes, pour exiger le respect par les autorités de la liberté de la presse (photo AFP). Ils ont été durement réprimés par la police.

Dans le reste du monde, on déplore trois journalistes tués au Sri Lanka où se poursuit le conflit entre les séparatistes tamouls et les forces gouvernementales. Mais la violence a reculé en Amérique latine où, pour la première fois depuis trente ans, aucun journaliste n'a été tué en Colombie. Deux morts « seulement » sont à déplorer au Mexique (9 en 2006). Aux Philippines aussi, le bilan se réduit : deux journalistes tués contre six en 2006 et sept en 2005.

Au 31 décembre 2007, 135 journalistes étaient emprisonnés dans le monde. Le chiffre varie peu depuis plusieurs années.

La Chine reste en tête avec 33 détenus auxquels il faut ajouter 50 cyberdissidents. Cuba vient toujours en deuxième position avec 24 emprisonnés. Le kidnapping, lui, a progressé : 67 professionnels des médias ont été enlevés en 2007 dans 15 pays. Là encore, c'est l'Irak qui détient la palme des pays les plus dangereux avec 25 enlèvements dont 10 se sont soldés par une exécution.

Enfin, la censure ne s'attaque pas qu'aux médias traditionnels. Elle s'exerce de plus en plus sur Internet. Les dirigeants chinois, birmanais, syriens ou tunisiens par exemple, s'emploient à faire du web un Intranet, un réseau limité aux seuls échanges à l'intérieur du pays entre les personnes dûment autorisées. Plus de 2600 sites Internet, en majorité des forums de discussion, ont été fermés.

## Un crime odieux aux États-Unis



Pour la première fois depuis bien longtemps, un journaliste a été assassiné en 2007 sur le territoire même des États-Unis. Chauncey Bailey, 57 ans, a été abattu en pleine rue, à Oakland, en Californie, en début de journée alors qu'il se rendait à son travail. L'assassin, un apprenti, âgé de 19 ans, travaillait dans une boulangerie tenue par des membres d'une organisation, Your Black Muslim Bakery propriétaire d'un réseau de boulangeries et qui gère aussi une entreprise de sécurité et des écoles.

Chauncey Bailey, journaliste chevronné et respecté, qui avait travaillé pour la télévision et le quotidien *Oakland Tribune*, venait de rejoindre comme rédacteur en chef l'hebdomadaire *Oakland Post*, une publication liée à la communauté noire. Il avait soulevé des affaires de corruption et publié des reportages sur la Your Black Muslim Bakery jugés négatifs par le meurtrier et qui auraient suscité sa colère.

Etats-Unis : Chauncey Bailey, rédacteur en chef de *Oakland Post*, tué par balles le 2 août 2007. Photo : AFP.

# Farce électorale en Ouzbékistan

Reporters sans frontières a réalisé un monitoring de la couverture médiatique de la campagne pour l'élection présidentielle de décembre 2007 en Ouzbékistan. Islam Karimov, qui dirige le pays depuis 18 ans, a été réélu avec 88,1% des suffrages au terme d'une campagne qui n'a même pas réussi à préserver un vernis démocratique. L'Ouzbékistan demeure l'un des régimes les plus répressifs de l'Asie centrale.

**D**u 19 au 28 novembre 2007, Reporters sans frontières s'est rendue en Ouzbékistan avec un visa touristique afin de déterminer les conditions de travail des médias et faire l'évaluation de la couverture médiatique de la campagne pour l'élection présidentielle du 23 décembre 2007. Les 16 millions d'électeurs ouzbeks ont, sans surprise, réélu Islam Karimov, 70 ans en janvier, pour un troisième mandat présidentiel avec 88,1% des votes.

Lors des précédentes élections à la magistrature suprême, en 1991 et 2000, l'ancien premier secrétaire du Parti communiste de l'Ouzbékistan l'avait emporté avec respectivement 86 et 91,9% des suffrages.

En 2007, aucun des trois autres candidats autorisés à se présenter n'était un opposant véritable. Il s'agissait de personnalités de faible envergure, peu connues de la population. Seule surprise, une femme, Dilorom Tashmukhamedova, du parti Adolat, a participé pour la première fois à une élection à la magistrature suprême.

## Un président omniprésent

La répression exercée par les autorités depuis plusieurs années a contraint l'opposition séculaire ou religieuse à l'exil, tous les partis d'opposition ayant été interdits. L'écrasement par l'armée, en mai 2005, du soulèvement d'Andijan a marqué un tournant dans l'autoritarisme du pouvoir qui s'est encore accru.

Tout naturellement, le président Karimov a été omniprésent dans les médias publics pendant toute la durée de la campagne. Ce n'était jamais le candidat Karimov qui était présenté au public, mais bien le chef de l'Etat, avec ses « réussites » et ses « grands succès ».

D'une manière générale, la campagne électorale a été la grande absente de l'actualité, qui s'est concentrée sur des sujets à caractère social ou économique. Islam Karimov était partout et l'élection présidentielle nulle part.

Ainsi, Radio Uzbekistan n'a consacré que 17 minutes et 30 secondes aux candidats, contre 1h23 à l'activité présidentielle et 3h14 de programmes sans acteur politique pertinent.

Dans les journaux d'information, le président sortant a bénéficié d'un temps d'antenne supérieur à celui de tous les autres candidats réunis. La chaîne de télévision

*Uzbékistan*, par exemple, lui a consacré 1h04, contre 59 minutes pour les trois autres candidats.

Dans la presse écrite, l'espace accordé aux différents candidats était variable, avec une constante : la place allouée à Karimov était toujours plus importante.

Ces constats témoignent, s'il en était besoin, du caractère purement formel du processus électoral. L'Ouzbékistan demeure une dictature. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a d'ailleurs qualifié le scrutin de « non démocratique » et non conforme aux standards internationaux.

Cette conclusion n'est pas surprenante. Il n'existe plus de média ouzbek indépendant. Le verrouillage de la société, entamé au début des années 2000, s'est accéléré après

tracasseries administratives aussi. Parfois des journalistes sont passés à tabac. Pour s'assurer que rien n'échappe au contrôle des autorités, un agent des services spéciaux a même été nommé au centre de presse de la Commission électorale centrale. Le contenu de la presse locale a changé. « Plus un seul journal ne publie d'histoires critiques. Tous doivent se contenter d'informations positives. Il n'y a plus de criminels, même plus d'accidents de la route. C'est « *News from Paradise* », ironise un jeune journaliste ouzbek. L'un de ses confrères constate : « Les journalistes sont dépendants comme à l'époque soviétique. Les propriétaires veulent que leurs médias défendent leurs intérêts. Tout est décidé au sommet, c'est le centralisme démocratique. »

Quels thèmes peuvent-ils aborder ? Le sport, la culture, les traditions. Des sujets de société comme le sida, la toxicomanie, le trafic de drogue sont possibles... à la condition expresse d'insister sur le fait que le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour endiguer le problème.

## « Traîtres » et « marionnettes »

Les journalistes indépendants, qui travaillent pour des sites Internet basés à l'étranger ou pour la presse étrangère, ne sont guère mieux lotis. Ils ne sont qu'une vingtaine pour tout le pays, dont la moitié dans la capitale. Ils n'entretennent entre eux, le plus souvent, que des contacts virtuels. Ils sont qualifiés par le pouvoir de « traîtres qui vendent leur pays pour des dollars », de marionnettes « manipulées par des puissances étrangères jalouses des succès de l'Ouzbékistan ». Leurs difficultés, innombrables, vont de la tracasserie administrative à l'agression pure et simple, sans exclure la possibilité d'une arrestation. « Nous sommes tous des prisonniers politiques virtuels », conclut l'un d'entre eux.



Tashkent, Ouzbékistan : Le président Islam Karimov en train de voter le 23 décembre 2007. Photo AFP

Elsa Vidal

les événements d'Andijan. Les médias étrangers ont été expulsés du pays, comme la *BBC* et *Radio Free Europe*. Les journalistes indépendants sont devenus les cibles des autorités et, depuis 2006, ceux qui souhaitent collaborer à des médias étrangers sont contraints de solliciter une accréditation du ministère des Affaires étrangères, extrêmement difficile à obtenir. Les sujets tabous sont légion et l'imprévisibilité est la règle. Ce dont il était permis de traiter hier encore est mis à l'index aujourd'hui.

A l'approche de l'élection présidentielle, les pressions se sont encore intensifiées. Ainsi plusieurs employés de la *Deutsche Welle*, pourtant média public d'un pays, l'Allemagne, qui soutient l'assouplissement des sanctions européennes votées contre l'Ouzbékistan après Andijan, ont fait l'objet de poursuites en 2007. L'un d'eux a fui et vit en exil. Les menaces sont monnaie courante, les

Avec près de 27 millions d'habitants pour une superficie de 447 400km<sup>2</sup>, l'Ouzbékistan, indépendant depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1991, est la plus peuplée et la plus enclavée des cinq républiques de l'Asie centrale post-soviétique. Sa population compte 87% d'Ouzbeks, et de nombreux représentants de minorités ethniques, parmi lesquelles des Russes (5%) et des Tadjiks (4%). Le pays est majoritairement turcophone et musulman sunnite. Il a longtemps servi de vitrine à l'Union soviétique qui voyait en lui l'alliance réussie de la modernité socialiste et de l'Islam.

## Le courrier de Reporters sans frontières

Publication trimestrielle

Prix 1,5 € - Abonnement un an : 5 €

Commission paritaire n° 1209 G 85769

Directeur de la publication : Robert Ménard

Rédacteur en chef : Daniel Junqua assisté de Christine Leduc

Réalisation et impression : Editions Mimosa

262, avenue Maurice Planès - 34077 Montpellier

Edité par Reporters sans frontières

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : 01 44 83 84 84

Mail : [rsf@rsf.org](mailto:rsf@rsf.org) - Site : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)